CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
29-06-1989
Vandenmeulebroecke
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales, le 20 juin 1989, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant les dispositions générales relatives à la formation et à la promotion aux grades d'inspecteur et d'inspecteur principal de police", a donné le 23 juin 1989 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 20 juni 1989 door de Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de algemene bepalingen betreffende de opleiding en bevordering tot de graden van inspecteur en hoofdinspecteur van politie", heeft op 23 juni 1989 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes (1).

EXAMEN DU TEXTE.

Intitulé.

L'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Arrêté royal relatif à la formation et à la promotion aux grades d'inspecteur et d'inspecteur principal de police".

Préambule.

Alinéa 2.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Vu les articles 189 et 227 de la nouvelle loi communale".

---------- .../...

(1) Il n'a été possible de contacter le fonctionnaire délégué que le jeudi matin 22 juin 1989 à 10 heures, alors qu'il a été demandé que l'avis soit donné dans les trois jours.
Il serait souhaitable, à l'avenir, lorsque l'urgence est demandée pour l'avis, que le fonctionnaire délégué puisse être joint immédiatement.

Alinéa 4.

L'alinéa 4 doit être omis. L'arrêté royal du 13 octobre 1986 fixant les grades du personnel de la police communale ne constitue pas, en effet, le fondement de l'arrêté en projet.

Alinéa 5 (devenant l'alinéa 4).

Cet alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Vu le protocole du comité des services publics provinciaux et locaux du 16 mai 1989;".

Alinéa 6 (devenant l'alinéa 5).

Il faut mentionner la date de l'accord du Ministre du Budget, soit le 31 mai 1989.

Dispositif.

Article 1er.

L'article 1er en projet reproduit partiellement l'article 189 de la nouvelle loi communale dans le cas particulier des communes où les grades d'inspecteur et d'inspecteur principal figurent dans le cadre organique du corps de police urbaine prévoit les grades d'inspecteur et d'inspecteur principal.

Il ne convient pas de reproduire, dans un arrêté, le contenu d'une norme supérieure.

Au surplus, le Roi excède ses pouvoirs en arrêtant ce qui a déjà été édicté par le législateur.

L'article 1er doit, dès lors, être omis et remplacé par un article rédigé comme suit :

"Article 1er. Le certificat d'inspecteur de police est délivré à certains membres de la police communale à l'issue d'une formation organisée par les centres d'entraînement et d'instruction agréés et après la réussite des examens qui clôturent cette formation.

Les centres d'entraînement et d'instruction sont ceux agréés par le Ministre de l'Intérieur conformément à l'arrêté royal du 7 novembre 1983 relatif aux centres d'entraînement et d'instruction pour policiers communaux et gardes champêtres".

Il paraît plus cohérent de viser d'abord, après l'article 1er, les articles relatifs à la formation, c'est-à-dire les articles 4, 5, 6 et 7 du projet, et ensuite ceux qui concernent les conditions de promotion, c'est-à-dire les articles 2 et 3 du projet.

Article 2 (qui devient l'article 6).

L'article 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 6. Pour la promotion au grade d'inspecteur de police, il faut remplir au moins les conditions suivantes :

1° ....

2° être titulaire :

.../...

a) soit du certificat d'inspecteur de police délivré après la réussite de l'examen organisé, à l'issue d'un cycle de formation portant au minimum sur les matières énumérées à l'article 2, 1°, du présent arrêté, par un centre d'entraînement et d'instruction agréé par le Ministre de l'Intérieur conformément à l'arrêté royal du 7 novembre 1983 relatif aux centres d'entraînement et d'instruction pour policiers communaux et gardes champêtres".

Le 2° doit viser également les brevets dont il est question au paragraphe 2 de l'article en projet.

Par conséquent, la suite du 2° serait la suivante :

"b) soit du brevet de candidat commissaire et commissaire adjoint de police, prévu par l'arrêté royal du 12 avril 1965 relatif au brevet de candidat commissaire et commissaire adjoint de police;

c) soit du brevet d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi, prévu par l'arrêté royal du ... 1989 relatif au brevet d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi délivré à certains membres de la police communale.

3° ...".

Cette transposition du texte prévu au paragraphe 2 de l'article 2 en projet a pour conséquence que ce paragraphe doit être omis.

Paragraphe 1er, alinéa 2 de l'article en projet.

L'alinéa 2 de l'article 2, § 1er, en projet (devenant l'article 6) doit être rédigé de la manière suivante :

"Le chef de corps de la police communale donne un avis motivé sur les candidatures, cet avis étant communiqué au membre du personnel concerné".

Article 3 (qui devient l'article 7).

L'article 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 7. Pour la promotion au grade d'inspecteur principal, le candidat doit être titulaire du grade d'inspecteur de police".

Article 4 (qui devient l'article 2).

L'article 4 en projet doit être rédigé comme suit :

"Art. 2. Le pouvoir organisateur du centre d'entraînement et d'instruction agréé visé à l'article 1er, doit :

1° organiser un cycle de cours de 350 heures au minimum, réparties comme suit et comportant notamment :

.../...

A. Formation juridique

... (la suite comme au projet)".

1°, C, c).

Les mots "management en fonction de première ligne et commandement" sont difficilement compréhensibbles.

Il conviendrait d'en faire une rédaction plus claire.

2°.

Le texte français du 2° de l'article 4 en projet (devenant l'article 2) serait mieux rédigé comme suit :

"2° soumettre le programme .. (la suite comme au projet)".

3°.

Le 3° serait mieux rédigé comme suit :

"3° Organiser un cycle de cours ... (la suite comme au projet)".

4°.

Le 4° serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"4° se soumettre à l'inspection dont les modalités sont fixées par le ministre de l'Intérieur".

Article 5 (qui devient l'article 3).

Il ne se justifie pas de diviser en paragraphes un article de quatre alinéas.

L'article 5 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 3. Pour être admis à la formation visée à l'article 2, 1°, les candidats doivent :

1° ....

2° avoir une autorisation de l'autorité communale donnée après un avis motivé du chef de corps, cet avis étant communiqué au membre du personnel concerné.

... (la suite comme au projet)".

L'article 6 en projet devient l'article 4.

L'article 7 en projet devient l'article 5.

.../...

Article 8 (reste l'article 8).

La division en paragraphes n'est pas justifiée lorsqu'aucun de ceux-ci ne comporte pas au moins deux alinéas. La même observation vaut pour l'article 9.

Compte tenu de la numérotation des articles, il y a lieu de remplacer à la fin du paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er) de l'article 8 en projet, les mots "l'article 4, 5°" par les mots "l'article 2, 5°".

Le paragraphe 2 (devenant l'alinéa 2), seconde phrase, serait mieux rédigé comme suit :

"La subvention est calculée et liquidée selon les modalités prévues à l'article 11 de l'arrêté royal du 7 novembre 1983".

En conséquence, le paragraphe 4 peut être omis.

Article 9.

Pour sauvegarder, dans toute la mesure du possible, les droits à une promotion de ceux des agents qui ont fait l'effort d'acquérir une formation antérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté, il conviendrait de ne retenir que le paragraphe 2 de l'article 9, qui en deviendrait l'alinéa unique rédigé comme suit :

"Les conditions de promotion aux grades d'inspecteur et d'inspecteur principal de police, arrêtées par le conseil communal avant le 1er mai 1989, restent d'application pour les grades à conférer moyennant éventuellement une formation complémentaire à déterminer par le ministre de l'Intérieur dans le respect des conditions fixées par le présent arrêté".

Binnen de korte termijn die hem is toegemeten, moet de Raad van State zich bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen (1).

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Opschrift.

Het opschrift zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Koninklijk besluit betreffende de opleiding en de bevordering tot de graden van inspecteur en hoofdinspecteur van politie".

Aanhef.

Tweede lid.

Het tweede lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op de artikelen 189 en 227 van de nieuwe gemeentewet".

.../...

---

(1) Het is pas donderdagmorgen 22 juni 1989 om 10 uur mogelijk geweest in contact te treden met de gemachtigde ambtenaar, terwijl is gevraagd dat het advies binnen drie dagen zou worden gegeven. Het zou wenselijk zijn dat de gemachtigde ambtenaar voortaan, wanneer voor het advies een spoedbehandeling wordt gevraagd, onmiddellijk kan worden bereikt.

Vierde lid.

Het vierde lid moet vervallen. Het koninklijk besluit van 13 oktober 1986 tot vaststelling van de graden van het personeel van de gemeentepolitie vormt immers geen rechtsgrond voor het ontworpen besluit.

Vijfde lid (dat het vierde lid wordt).

Dat lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op het protocol van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten van 16 mei 1989;".

Zesde lid (dat het vijfde lid wordt).

De datum van de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, namelijk 31 mei 1989, moet worden vermeld.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Het ontworpen artikel 1 is de gedeeltelijke weergave van artikel 189 van de nieuwe gemeentewet inzake het bijzondere geval van de gemeenten waar de graden van inspecteur en hoofdinspecteur voorkomen in de personeelsformatie van het stedelijk politiekorps.

In een besluit behoort niet de inhoud van een hogere norm weergegeven te worden.

Bovendien gaat de Koning zijn bevoegdheid te buiten wanneer hij uitvaardigt wat reeds door de wetgever is bepaald.

Artikel 1 moet derhalve vervallen en vervangen worden door een artikel, luidende :

"Artikel 1. Het getuigschrift van inspecteur van politie wordt aan sommige leden van de gemeentepolitie uitgereikt nadat ze een opleiding hebben gevolgd die is georganiseerd door de erkende trainings- en opleidingscentra en nadat ze zijn geslaagd voor de examens die deze opleiding afsluiten.

De trainings- en opleidingscentra zijn die welke door de Minister van Binnenlandse Zaken zijn erkend overeenkomstig het koninklijk besluit van 7 november 1983 betreffende de trainings- en opleidingscentra voor gemeentelijke politieagenten en veldwachters".

Het zou logischer zijn na artikel 1 eerst de artikelen te vermelden die betrekking hebben op de opleiding, dat wil zeggen de artikelen 4, 5, 6 en 7 van het ontwerp, en vervolgens die welke betrekking hebben op de voorwaarden inzake bevordering, dat wil zeggen de artikelen 2 en 3 van het ontwerp.

.../...

Artikel 2 (dat artikel 6 wordt).

Artikel 2 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 6. Voor de bevordering tot de graad van inspecteur van politie moeten ten minste de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° ...

2° houder zijn van :

a) hetzij het getuigschrift van inspecteur van politie dat wordt uitgereikt na het slagen voor het examen dat, na een opleidingscyclus die ten minste handelt over de leerstof opgesomd in artikel 2, 1°, van dit besluit, georganiseerd wordt door een trainings- en opleidingscentrum dat door de Minister van Binnenlandse Zaken erkend is overeenkomstig het koninklijk besluit van 7 november 1983 betreffende de trainings- en opleidingscentra voor gemeentelijke politieagenten en veldwachters".

De bepaling onder 2° moet eveneens verwijzen naar de brevetten waarvan sprake is in paragraaf 2 van het ontworpen artikel.

Bijgevolg zou de bepaling onder 2° verder als volgt moeten worden geredigeerd :

"b) hetzij het brevet van kandidaat-commissaris en adjunct-commissaris van politie, bedoeld in het koninklijk besluit van 12 april 1965 betreffende het brevet van kandidaat-commissaris en adjunct-commissaris van politie;

.../...

c) hetzij het brevet van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, bedoeld in het koninklijk besluit van ... 1989 betreffende het brevet van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, uitgereikt aan sommige leden van de gemeentepolitie.

3° ...".

Die verplaatsing van de tekst bepaald in paragraaf 2 van het ontworpen artikel 2 heeft tot gevolg dat die paragraaf moet vervallen.

Paragraaf 1, tweede lid.

Het tweede lid van het ontworpen artikel 2 (dat artikel 6 wordt), § 1, moet als volgt worden geredigeerd :

"De korpschef van de gemeentepolitie geeft een met redenen omkleed advies over de kandidaturen, welk advies aan het betrokken personeelslid medegedeeld wordt".

Artikel 3 (dat artikel 7 wordt).

Artikel 3 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 7. Voor de bevordering tot de graad van hoofdinspecteur, moet de gegadigde bekleed zijn met de graad van inspecteur van politie".

Artikel 4 (dat artikel 2 wordt).

Het ontworpen artikel 4 moet als volgt worden geredigeerd :

"Art. 2. De inrichtende macht van het erkende trainings- en opleidingscentrum bedoeld in artikel 1, moet :

1° een cyclus organiseren van ten minste 350 lesuren, die als volgt zijn verdeeld en inzonderheid inhouden :

A. Juridische vorming.

... (voorts zoals in het ontwerp)".

1°, C, c).

De woorden "Management in eerste lijnsfunctie en leidinggeven" zijn moeilijk te begrijpen.

Dat begrip zou een duidelijkere redactie moeten krijgen.

2°.

De Franse tekst van het 2° van het ontworpen artikel 4 (dat artikel 2 wordt) zou beter als volgt worden geredigeerd :

"2° Soumettre le programme ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

3°.

De bepaling onder 3° zou beter als volgt worden geredigeerd :

"3° Ten minste eens per jaar een cyclus van daglessen organiseren, ... (voorts zoals in het ontwerp)".

4°.

De bepaling onder 4° zou beter als volgt worden geredigeerd :

"4° Zich onderwerpen aan de inspectie waarvan de nadere regels door de Minister van Binnenlandse Zaken worden vastgesteld".

Artikel 5 (dat artikel 3 wordt).

Er is geen aanleiding om een artikel van vier alinéa's in paragrafen in te delen.

Het ontworpen artikel 5 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 3. Om te worden toegelaten tot de opleiding bedoeld in artikel 2, 1°, moeten de gegadigden :

1° ...

.../...

2° de toestemming hebben van de gemeentelijke overheid, verleend na een met redenen omkleed advies van de korpschef, dat aan het betrokken personeelslid wordt medegedeeld;

... (voorts zoals in het ontwerp)".

Het ontworpen artikel 6 wordt artikel 4.

Het ontworpen artikel 7 wordt artikel 5.

Artikel 8 (dat artikel 8 blijft).

Er is geen aanleiding om een artikel in paragrafen in te delen wanneer niet een van die paragrafen ten minste twee leden omvat. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 9.

Gelet op de vernummering van de artikelen, dienen aan het slot van paragraaf 1 (die het eerste lid wordt) van het ontworpen artikel 8, de woorden "artikel 4, 5°" te worden vervangen door de woorden "artikel 2, 5°".

De tweede volzin van paragraaf 2 (die het tweede lid wordt) zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De subsidie wordt berekend en betaald op de wijze die is vastgesteld in artikel 11 van het koninklijk besluit van 7 november 1983".

Paragraaf 4 kan bijgevolg vervallen.

.../...

Artikel 9.

Om in de zo grootst mogelijke mate de aanspraken op een bevordering te vrijwaren van die agenten die zich hebben ingespannen om een opleiding te krijgen vóór de inwerkingtreding van dit besluit, zou alleen paragraaf 2 van artikel 9, die het enige lid van dat artikel zou worden, behouden dienen te blijven, in de volgende redactie :

"De voorwaarden inzake bevordering tot de graad van inspecteur en hoofdinspecteur van politie, die door de gemeenteraad zijn vastgesteld vóór 1 mei 1989, blijven van toepassing voor de te verlenen graden, mits eventueel een aanvullende opleiding wordt gevolgd, die wordt bepaald door de Minister van Binnenlandse Zaken met inachtneming van de bij dit besluit gestelde voorwaarden".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par Mme A. DEBUSSCHERE, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. DEBUSSCHERE, adjunct auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.